

# RESOCIALISER L'ÉCONOMIE ? <sup>(1)</sup>

Jacques DEFOURNY

Pour tous ceux qui critiquent les formes actuelles de la mondialisation de l'économie, qu'ils soient radicaux ou plutôt modérés, le défi est à présent de passer d'une dynamique à dominante contestataire à un processus visant au moins autant l'élaboration de propositions concrètes et précises.

C'est dans cette très vaste perspective mais sans prétention que s'inscrit cette contribution. Celle-ci s'articule en deux temps. On proposera d'abord d'adopter une perspective historique pour se rendre compte que l'encadrement des économies en fonction de projets de société ne date pas de la crise de 1929 et du "keynésianisme" qui a inspiré les interventionnismes étatiques dans les décennies suivantes. En fait, ce n'est qu'à de rares moments dans l'Histoire que les sociétés humaines ont laissé "s'échapper" l'économique.

Dans le droit fil de cette sagesse séculaire, on examinera ensuite quelques pistes, parmi d'autres, qui peuvent contribuer à ré-encastrent au moins partiellement nos économies dans des projets politiques (au sens le plus large et noble). Comme on le verra, on insistera moins sur les nouvelles formes de régulation économique à inventer à l'échelle mondiale, évidemment fondamentales, que sur la nécessité de reconnaître et de promouvoir, au cœur même de l'économie, une large diversité d'acteurs et de secteurs qui produisent de la richesse selon des logiques radicalement différentes et dont la complémentarité les rend tous indispensables pour éviter "l'horreur économique".

## I. L'ÉCONOMIE A-T-ELLE ÉTÉ PLUS SOCIALE QU'AUJOURD'HUI ?

Si l'on embrasse d'un regard l'histoire de l'humanité et si l'on accepte dès lors des schématisations forcément réductrices, on peut sans doute affirmer que les activités économiques des hommes ont pratiquement toujours été organisées dans des cadres les subordonnant, à des degrés divers, aux finalités et aux normes collectives des sociétés humaines dans lesquelles elles prenaient place. Il y avait en général un encastrement de l'économique dans le politique au sens large.

C'était déjà le cas dans la Grèce antique: les Grecs laissaient l'activité purement privée et domestique aux femmes et aux esclaves (mais le travail de ceux-ci était encadré par diverses règles) et ils considéraient comme beaucoup plus importantes, beaucoup plus nobles les activités constitutives de la cité (la *polis*, la "sphère publique") telles que les arts et la politique. Notons, en passant, l'étonnant retournement opéré depuis: l'activité privée et l'accumulation individuelle de richesses sont de nos jours plutôt valorisées, tandis que la politique est souvent décriée, déconsidérée.

---

<sup>1</sup> Ce texte a aussi été publié dans une version très proche, par la RECMA – Revue Internationale de l'Économie Sociale, n° 275-279, avril 2000.

Pendant le Moyen-Age, l'activité économique est fortement encadrée par diverses organisations, en particulier les corporations, qui sont des associations privées avec des règles et des normes très contraignantes, elle-mêmes très surveillées, très limitées dans leurs prérogatives par le pouvoir politique, que celui-ci soit incarné par des souverains de droit divin ou des seigneurs de l'ordre féodal.

Pendant l'ère mercantiliste, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, se manifeste une montée en puissance de l'économique, surtout avec l'expansion du commerce international. Mais les structures politiques de l'Ancien Régime sont très fortes : tous les États occidentaux cherchent à profiter de l'essor de l'industrie et du commerce pour accumuler des ressources qui serviront à asseoir leur puissance, leurs projets de conquête territoriale, etc. Ces États chargent des monopoles de mener la guerre commerciale à l'étranger pour faire rentrer dans le pays le plus d'or possible et se protègent contre les importations en érigeant de véritables arsenaux de mesures protectionnistes afin d'éviter les sorties d'or. Le terme "économie politique" est d'ailleurs forgé par un auteur mercantiliste, Antoine de Montchrestien et il définit bien le projet visé : mettre l'économie au service du politique.

Arrive le XIX<sup>e</sup> siècle, siècle d'or du libéralisme. Certes, contrairement à ce que l'on croit souvent, les États restent foncièrement protectionnistes, en dehors de l'Angleterre – qui, en avance sur toutes les autres nations dans son industrialisation, a beaucoup plus à gagner qu'à perdre dans l'ouverture de ses frontières. Mais à l'intérieur des pays, la règle est au "laisser-faire", la liberté des marchés est pleinement reconnue, la liberté d'entreprendre, la propriété et l'accumulation privée sont protégées. L'économique n'est plus entravé par le politique. Les énergies du capitalisme sont vraiment libérées et peuvent donner leur pleine mesure, souvent avec une grande brutalité sociale. N'oublions pas, toutefois, que la confiance dans la "main invisible" qui assure l'équilibre des marchés a un vrai fondement philosophique : les tenants du libéralisme sont convaincus que les comportements individuels finissent par converger vers un ordre social. D'ailleurs, les présupposés culturels et moraux du libéralisme sont explicites dans certains textes fondateurs de la théorie économique, même s'ils sont généralement négligés aujourd'hui. Le cas d'Adam Smith est à cet égard exemplaire, puisque sa *Théorie des sentiments moraux* dresse en fait le cadre à l'intérieur duquel les rapports marchands vont pouvoir se déployer.

Notons aussi que les sociétés occidentales restent largement agricoles et que le monde rural et la paysannerie demeurent très marqués par des valeurs religieuses, par une tradition holiste et par des normes communautaires fortes. La famille, l'Église demeurent des instances de sens majeures. Par ailleurs, l'affirmation d'exigences sociales trouve une nouvelle expression, notamment dans les zones urbaines : pendant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, des associations de toutes sortes, puis des mouvements ouvriers de mieux en mieux structurés vont contester de plus en plus la domination de l'économie capitaliste. Ils vont en tout cas affirmer leur différence et une identité collective de la classe ouvrière fondées sur des valeurs communes, des forces politiques et syndicales grandissantes et des revendications de plus en plus audacieuses. Ils veulent limiter la toute-puissance de la logique capitaliste, sa prétention à régir toute la vie des hommes.

En Europe, cette contestation d'un ordre capitaliste omnipotent va engendrer deux grands scénarios : à l'Est, et tout d'abord en Russie, apparaît le projet collectiviste, qui, pour ce qui nous concerne ici, peut être vu comme un arrêt brutal de l'émancipation de l'économique. Il s'agit au contraire de réencastrer complètement l'économique dans le politique, en le soumettant à diverses tutelles administratives et techniques et en mettant en place un énorme appareil de planification impérative. On sait aujourd'hui que, bien que basée sur

des valeurs sociales difficilement contestables et sur des idéaux d'égalité, cette "repolitisation" de l'économie a étouffé les énergies créatrices, les capacités d'initiative et les forces d'accumulation qui avaient été libérées au cours des siècles précédents, et surtout au XIXe siècle. Le projet du socialisme centralisé a manifestement échoué, du moins dans les formes historiques que nous lui avons connues.

L'autre grand scénario du XXe siècle est celui d'un interventionnisme étatique qui ne remet pas fondamentalement en cause le capitalisme, mais qui le balise, en atténue les inégalités et les soubresauts. A partir des années 30 et surtout après la seconde Guerre mondiale, la plupart des pays occidentaux vont mettre en place des régulations publiques qui incarnent des choix collectifs, certains projets de société et cela, avec de nombreuses variantes allant des social-démocraties scandinaves au capitalisme beaucoup moins régulé des États-Unis. Il ne s'agit pas là d'un réencastrement de l'économie dans le politique, mais de l'imposition de limites à la prétention du capitalisme à tout régenter. Des secteurs d'activité entiers sont soustraits aux lois de marché (éducation, santé, ...), des activités marchandes stratégiques sont placées sous le contrôle de l'État (énergie, communications, ...), une sécurité sociale de plus en plus large est mise en place, et avec elle une redistribution croissante de richesses.

Cette synergie marché-État a donné des résultats extraordinaires à la fois en termes de croissance et de répartition des richesses, et c'est pourquoi on parle souvent des Trente Glorieuses pour la période 1945-1975. Mais on sait qu'ensuite la croissance économique s'est fortement ralentie, et l'on s'est mis à parler d'une " crise de l'État-providence ". De plus, la mondialisation de l'économie, les forces de la globalisation ont fait sortir le capitalisme des cadres qui lui avaient été imposés pour que les logiques du marché n'aillent pas trop à l'encontre de l'intérêt collectif. La multinationalisation des activités productives, la globalisation des marchés financiers, la mise en question de certaines régulations publiques font qu'aujourd'hui l'économie échappe à nouveau largement au politique. Ces derniers ne jouent plus sur le même terrain. C'est un peu comme si les États avaient délimité un terrain de sport (par exemple pour le football), avec des règles propres à ce sport, et en s'érigeant en arbitres et en imposant même certains types de joueurs à plusieurs endroits du terrain. Mais beaucoup de joueurs ne respectent plus guère ces règlements et limites. Ils jouent en dehors du terrain, contournent les règles et marquent des buts "par derrière" (comme au hockey sur glace). Autrement dit, l'économie échappe au politique, en particulier parce que son aire de jeu naturelle de l'économie est à présent beaucoup plus vaste que celle du politique. Quelles leçons tirer de ce bref et (trop) schématique survol historique, quel bilan établir pour regarder l'avenir avec réalisme mais sans fatalisme ?

Du point de vue de l'analyse des systèmes économiques, il faut en premier lieu reconnaître l'énorme dynamique créée par le capitalisme. Je pense que c'est une grave erreur de se contenter d'une critique radicale et épidermique "du tout à l'économie". Aucun autre mode d'organisation des activités économiques des sociétés humaines n'a sans doute jamais pu libérer de telles forces productives, de telles capacités créatrices. Même si l'hégémonie de cette dynamique économique n'est pas dépourvue de dangers, il faut aussi reconnaître que l'économie de marché a été et reste un vecteur de liberté, ainsi qu'un principe de rationalisation des passions et de contrôle de la violence. Montesquieu avait déjà montré que la recherche, par chaque individu, de son intérêt matériel, objectif et mesurable, est source de comportements prévisibles et favorise la coordination des actions individuelles. La passion de l'honneur et du pouvoir est beaucoup plus irrationnelle et potentiellement destructrice pour les sociétés. Certes, le triomphe de l'économie de marché a promu un

individualisme calculateur et égoïste, mais elle a aussi refroidi les passions et arraché les sociétés humaines au despotisme et à d'autres carcans séculaires. Cela reste vrai aujourd'hui comme en témoigne par exemple la construction européenne, qui, jusqu'ici, a surtout consisté en la construction d'un grand marché : on peut affirmer qu'elle a fortement refroidi les passions identitaires et guerrières des nations, alors qu'à l'Est, la négation de la liberté économique n'a pu que contenir dans des régimes répressifs des passions et des frustrations qui se déchaînent aujourd'hui dans plusieurs régions. Tout cela pour souligner qu'on ne peut sous-estimer l'apport du libéralisme économique, qui est en fait indissociable de l'avènement et du maintien de la démocratie.

En même temps, il importe tout autant de retenir une autre grande leçon des deux derniers siècles : c'est lorsqu'il est accompagné par un projet politique fort que le capitalisme porte les meilleurs fruits. Le libéralisme débridé du XIXe et du premier tiers du XXe siècle n'a pu empêcher de nombreuses guerres, en particulier deux guerres mondiales. Au contraire, la construction européenne est à la fois une reconnaissance de la dynamique propre d'économies libérales et l'affirmation d'un projet politique : même si l'on peut trouver trop faible l'expression politique de l'Union européenne, comment nier qu'elle porte avec succès depuis un demi-siècle un projet de paix et de prospérité largement partagé ?

En conclusion, et sans négliger ce dernier acquis, on peut sans doute affirmer qu'un grand défi contemporain consiste à reconstruire, à refaçonner autour et au sein de nos économies un ou des projets politiques plus ambitieux. Il ne s'agit évidemment plus de vouloir réencastrier complètement l'économie dans le politique, mais plutôt de lui donner des balises et certains caps pour qu'il n'impose pas en tout ses logiques et finalités propres.

## **II. QUELQUES PISTES POUR “ RESOCIALISER ” OU REPOLITISER L'ECONOMIE**

Il y aurait évidemment beaucoup à dire sur les stratégies susceptibles de relier davantage l'évolution de nos économies à des projets de société. La construction de contrepouvoirs face aux forces de la globalisation passe par de multiples voies: coopération entre Etats pour la mise en place de régulations publiques supranationales, affirmation des sociétés civiles à l'échelle internationale, actions syndicales au niveau mondial, etc. Beaucoup plus modestement, on se contentera ici d'évoquer cinq pistes qui concernent d'une façon ou d'une autre les entreprises et organisations de l'économie sociale, mais aussi les chercheurs travaillant sur ce champ.

Comme pour la première partie de cet article, soulignons que ces pistes sont esquissées de manière très sommaire, le plus important étant ici leur rassemblement en une synthèse aussi nette que possible. En outre, elles sont délibérément présentées dans un style normatif, peu habituel pour le chercheur, afin d'insister sur leur dimension politique et sociale et sur le volontarisme qu'elles supposent.

### **A. Faire reconnaître la pluralité des logiques économiques.**

Si la logique marchande est aujourd'hui dominante, elle ne peut cependant devenir toute puissante, sinon à impliquer une sorte de "régime à parti unique" dans toutes les sphères de la vie économique – qui plus est, un parti unique à l'intérieur duquel le vote serait censitaire, puisque le suffrage du consommateur a le poids de son pouvoir d'achat comme celui de l'actionnaire ou de l'épargnant à l'importance de son portefeuille.

Or, on sait qu'il existe d'autres logiques économiques qui restent fondamentales pour le bien-être et la cohésion des sociétés. Les plus souvent citées aux côtés du mode marchand sont, d'une part, la logique de la redistribution, opérée par la puissance publique et fondant l'essentiel des activités de la sphère des activités non marchandes et, d'autre part, la logique de la réciprocité, de l'entraide mutuelle et du don, qui est essentielle dans la vie domestique mais aussi dans bien des dynamiques associatives locales.

De nombreux travaux se sont déjà attachés à mettre en évidence cette pluralité des logiques et modes de régulation des échanges<sup>2</sup>. Néanmoins, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour faire reconnaître et promouvoir des économies réellement "plurielles", tant les forces du "tout au marché" paraissent conquérantes.

## **B. Affirmer l'importance de l'économie sociale comme "troisième secteur"**

Une autre façon, complémentaire de la précédente, de s'inscrire dans la perspective d'une économie plurielle consiste à affirmer l'existence et l'importance d'un troisième secteur aux côtés du secteur privé classique et du secteur public. Car, dans un scénario bipolaire marché-État (comme dans les Trente Glorieuses), il apparaît que les forces en présence sont de plus en plus inégales. La (re)mise en valeur du troisième secteur — présent depuis longtemps, mais qui était passé au second plan avec la montée de l'État-providence — est essentielle pour rééquilibrer les forces entre la société et le marché. En effet, l'économie sociale, même si elle s'exprime aussi par des voies marchandes, a été historiquement forgée comme contre-pouvoir au capitalisme et elle reste aujourd'hui, à beaucoup d'égards, une expression de la société civile.

Des efforts considérables sont nécessaires pour mettre en évidence l'importance de l'économie sociale en général et des associations en particulier. Une meilleure connaissance statistique de celles-ci est aussi indispensable pour faire apparaître plus nettement leur contribution, souvent multiforme, au bien-être de nos sociétés. En ce sens, des travaux comme la vaste étude internationale coordonnée par l'université Johns Hopkins sur le *nonprofit sector* sont particulièrement bienvenus. Toutefois, le "troisième secteur" en Europe est loin de se réduire à ce que l'on peut en percevoir avec une grille de lecture américaine. C'est la raison pour laquelle la construction d'une approche européenne de l'économie sociale est tout aussi nécessaire, avec ce que cela suppose comme efforts pour à la fois prendre en compte et dépasser les particularités nationales.<sup>3</sup>

Enfin, comment ne pas insister ici sur le fait que l'économie sociale, en particulier dans sa composante associative, joue un rôle que les deux autres secteurs ne peuvent guère assumer et dont on ne mesure pas suffisamment l'importance: elle est un lieu de mobilisation du travail bénévole. Or, ce dernier a comme caractéristique majeure d'être "rémunéré" non pas en termes monétaires, mais plutôt en termes d'épanouissement personnel, de plaisir et sans doute plus fondamentalement en termes de sens: le travail bénévole a tellement de sens pour son prestataire que ce dernier l'entreprend même sans contrepartie financière. Dans cette mesure, les associations et leurs activités restent incontestablement des vecteurs de sens au coeur de nos sociétés et de nos économies, vecteurs sans doute plus solides

---

<sup>2</sup> On songe, bien sûr, à des analyses comme celles de K. Polanyi, qui inspirent un nombre croissant d'auteurs.

<sup>3</sup> Le réseau européen EMES, créé en 1996 par des chercheurs des quinze pays de l'Union européenne, s'inscrit clairement dans cette perspective

aujourd'hui que certaines instances "morales" traditionnelles dont l'influence s'est érodée (Églises, famille, mouvement ouvrier, etc.).

### **C. Redécouvrir les spécificités et les apports du non-marchand.**

Trois aspects peuvent ici être mis en avant. Tout d'abord, il importe de retrouver le sens profond du non-marchand : les activités non marchandes ont une identité et une noblesse toutes particulières parce qu'elles traduisent des choix de la collectivité tout entière. Plutôt que de dépendre d'options individuelles d'achat ou d'investissement comme la plupart des biens et services marchands, elles sont financées pour l'essentiel par la "caisse commune" de la collectivité parce que celle-ci, par la voie de ses instances de gouvernement, les a jugées trop essentielles pour que leur production et leur distribution soient laissées aux seules forces du marché. En ce sens, les biens et services non marchands (éducation, santé, culture, action sociale, ...), loin de former une zone secondaire de nos économies, en représentent au contraire une des formes les plus civilisées: la société les a identifiés comme fondamentaux pour tous ses membres et en a organisé une sorte d'achat groupé pour l'ensemble de ceux-ci.

Ensuite, il s'agit de mieux prendre en compte la complexité du fonctionnement des activités non marchandes pour mieux garantir leur efficacité. Le non-marchand n'a pas la sanction du marché comme aiguillon permanent, mais il a un devoir d'efficacité aussi grand, voire plus grand que les autres secteurs, car c'est la collectivité tout entière, et non un groupe limité d'actionnaires ou de clients, qui lui confie des ressources et une mission. Or l'efficacité, la performance renvoie à la capacité à atteindre les objectifs fixés, et il faut que le non-marchand mette en place les modes d'incitation et d'évaluation qui lui permettent d'atteindre au mieux ses objectifs. C'est là un champ où l'analyse et la créativité devraient être massivement mobilisées.

Enfin, le non-marchand devrait sans doute apprendre à mieux rendre compte de son action, pour mieux se faire comprendre. C'est surtout vrai pour l'action publique qui met en œuvre des solidarités longues, souvent opaques et qu'il faut sans cesse réexpliquer et relégitimer. Alors que les entreprises à but lucratif déploient des trésors d'imagination pour leur communication, le non-marchand devrait lui aussi, mais à sa manière, rappeler que son action est le fruit de décisions de la collectivité pour le bien commun. Ne pourrait-on imaginer, par exemple, que l'utilisateur d'infrastructures publiques se voie davantage rappeler, de manière originale et convaincante, qu'il n'a pas à payer pour tel ou tel service parce que la collectivité a décidé d'en rendre l'usage gratuit ou peu coûteux pour tous en assurant son financement *via* le budget public ?

### **D. Promouvoir les dynamiques marchandes à finalité sociale**

Les coopératives, composante majeure de l'économie sociale, ont toujours incarné la présence de dynamiques non capitalistes à l'intérieur même des sphères marchandes de l'économie. Cela est également vrai pour certaines mutuelles ainsi que pour un nombre croissant d'associations qui, tout en gardant un but non lucratif, assurent une partie de leur financement avec des ressources provenant du marché. Comme l'histoire l'a montré, un recours croissant au marché peut mener beaucoup d'organisations à un "isomorphisme institutionnel" qui leur fait perdre une bonne part de leurs spécificités. Le risque est d'autant plus grand que le droit des sociétés tend, dans divers pays, à assimiler activités

commerciales et finalité de lucre. Le défi est loin d'être seulement juridique, mais on ne saurait sous-estimer l'impact d'une reconnaissance légale d'activités essentiellement marchandes et à but social. Le développement des "coopératives sociales" en Italie a été largement impulsé par une loi novatrice de 1991. De même, le récent statut de "société à finalité sociale" (SFS) en Belgique ouvre des pistes nouvelles qui sont encore loin d'être complètement exploitées.

Dans le même ordre d'idées, il apparaît important de promouvoir et de valoriser l'idée de l'entrepreneuriat social,<sup>4</sup> y compris par le développement de filières spécifiques de formation au sein des universités et des écoles de gestion.

### **E. Réconcilier l'État et les associations.**

Dans les pays les plus marqués par la Révolution française, il y a depuis deux siècles une sorte de contentieux, de relation difficile entre l'État et les associations. En Belgique, par exemple, la "pilarisation" de la société (division de la société en grands piliers catholique et laïque-socialiste structurés par des syndicats, mutualités, coopératives et partis politiques) a renforcé et prolongé cette mauvaise compréhension réciproque en associant l'initiative associative et l'action publique à des mondes philosophiquement et politiquement opposés. D'un côté, on voit surtout dans l'action publique des réflexes planificateurs, des carcans administratifs et des baronnies de responsables politiques locaux, tandis que, de l'autre point de vue, les associations sont assimilées à du particularisme, de l'amateurisme et du paternalisme.

Pourtant, les secteurs public et associatif sont susceptibles de se renforcer mutuellement. Ils sont en effet très proches dans leurs fondements, qui sont essentiellement non marchands. De plus, ils sont complémentaires par leurs qualités respectives : universalité, équité et continuité d'un côté, souplesse, rapidité et proximité de l'autre. De multiples formes de partenariats peuvent ainsi être développées entre ces secteurs, selon des modalités très variées en ce qui concerne le financement, la production et la distribution des biens et services d'intérêt collectif. Enfin, l'associatif constitue aussi un vecteur important de relégitimation de l'action publique, car il est un lieu privilégié, certes limité mais à la portée de tous, pour réapprendre le sens de l'action et de l'intérêt collectifs.

## **III. CONCLUSIONS**

Si l'économie a pu longtemps être largement encadré dans le politique (et le culturel), on sait depuis le XIXe siècle qu'il s'est affranchi de cette tutelle et l'expérience récente des pays de l'Est a montré que les projets collectifs de réencastrement total sont voués à l'échec. Il s'agit dès lors de travailler à l'élaboration de nouvelles régulations à l'échelle pertinente et de nouveaux contrepoids pour au moins limiter la prétention du marché et du capitalisme à tout régir.

Comme lors de l'émergence de l'économie sociale au XIXe siècle et des États-providence au XXe siècle, la perspective la plus fondamentale nous paraît être la construction d'une économie plurielle animée par des acteurs et des logiques variés, et la reconnaissance de ce pluralisme économique comme constitutif, garant même de la démocratie.

---

<sup>4</sup> Les premiers travaux du réseau européen EMES, déjà cité, ont précisément porté sur l'émergence des entreprises sociales en Europe.

Ceci passe notamment par la réhabilitation et la relégitimation de l'action publique et la mise en évidence des apports et des spécificités du troisième secteur. La construction de ponts entre les différentes composantes de l'économie, les partenariats entre secteur public, secteur privé classique et entités de l'économie sociale, l'hybridation des ressources marchandes, non marchandes et même non monétaires sont aussi essentiels pour éviter l'isolement des acteurs minoritaires et pour affirmer ce pluralisme fondamental. Enfin, il s'agit d'encourager les acteurs à réinjecter du sens, de l'éthique, une spiritualité même, au cœur de l'activité économique.

Sur le plan scientifique, une telle perspective suppose au moins deux démarches complémentaires, en particulier pour les économistes. La première consiste à favoriser la pluralité des approches, le dialogue et l'interdisciplinarité : la science économique ne peut prétendre tout saisir de ces enjeux multidimensionnels. En outre, elle est bien trop souvent l'alliée inconsciente d'analyses et de visions unilatérales. La seconde démarche consiste à donner davantage d'importance, même si elles sont ingrates, à des approches inductives qui intègrent dès le départ les acteurs de terrain et qui osent s'y confronter.

## **Bibliographie**

- Agulhon M., "L'histoire sociale et les associations", *Revue d'économie sociale*, vol. 14, 1988, pp. 35-44.
- Castel R., *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.
- Cohen D., *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997.
- Defourny J., "La longue marche du concept d'économie sociale", *Reflets et perspectives de la vie économique* (Bruxelles, De Boeck), vol. 37, n° 4, 1998, pp. 5-20.
- Defourny J., Develtere P. et Fonteneau B. (dir.), *L'économie sociale au Nord et au Sud*, Bruxelles, De Boeck, 1999.
- Eme B. et Laville J-L. (dir.), *Cohésion sociale et emploi*, Paris, Desclée de Brouwer, 1994.
- Fitoussi J-P. et Rosanvallon P., *Le nouvel âge des inégalités*, Paris, Le Seuil, 1996.
- Hirschman A.O., *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.
- Perret B. et Roustang G., *L'économie contre la société*, Paris, Le Seuil, 1993.
- Polanyi K., *La grande transformation aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.